



Institut suisse de droit comparé
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
Istituto svizzero di diritto comparato
Swiss Institute of Comparative Law

CENTRE DE DOCUMENTATION EUROPÉENNE

EU News: Click & Read

Editeur : [Inger Eriksson Haider](#)

No 6, avril 2005

Cette lettre d'information mensuelle contient une sélection des documents officiels de l'Union européenne. Le choix effectué est destiné à intéresser un public suisse. A ce titre, elle s'adresse notamment aux hautes écoles, aux administrations fédérale et cantonales, aux praticiens du droit et aux milieux économiques.

Evènements marquants du mois :

[Premier accord des Bilatérales bis ratifié: l'Accord sur les produits agricoles transformés entre définitivement en vigueur le 30 mars 2005](#)

[Proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté à l'égard du projet de décision du Comité mixte institué par l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes.](#)

Rubriques

1.	Relations extérieures de l'UE.....	3
2.	Relations UE-Suisse.....	4
3.	Frontières extérieures, immigration, asile, sécurité et défense.....	6
4.	Coopération judiciaire en matière civile (Conventions Lugano/Bruxelles).....	6
5.	Coopération policière en matière pénale	7
6.	Marché intérieur (Libre circulation des marchandises/Union douanière/personnes/services/capitaux).....	8
7.	Concurrence, commerce, entreprises commerciales, banques.....	10
8.	Marchés publics	12
9.	Affaires financières et économiques, fiscalité	13
10.	Propriété industrielle et intellectuelle	15
11.	Droit des personnes, protection des données, consommateurs	17
12.	Transports, télécommunications, recherche et technologie	17
13.	Environnement et énergie	20

Sous-rubriques

1. Accords internationaux
2. Actes des comités mixtes
3. Législation communautaire
4. Actes préparatoires, rapports, appels
5. Jurisprudence
6. Procédure de concurrence (uniquement sous le chapitre 7)

1. Relations extérieures de l'UE

1.1 Accords internationaux

1.2 Actes des comités mixtes

Espace économique européen.

Liste des décisions du Comité mixte de l'EEE

[J.O. de l'UE, L 64, 10.03.2005](#)

Espace économique
européen, Comité mixte
de l'EEE

1.3 Législation communautaire

Commission administrative des Communautés européennes pour la **sécurité sociale des travailleurs migrants**. Décision n° 199 du 13 octobre 2004 concernant les modèles de **formulaires nécessaires** à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (série E 300). (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour l'**accord UE/Suisse**).

Sécurité sociale,
travailleurs migrants,
concerne notamment
l'accord UE/Suisse

[J.O. de l'UE, L 73/1, 18.03.2005](#)

Décision de la Commission du 11 mars 2005 modifiant la décision 2004/432/CE concernant l'approbation des plans de surveillance des **résidus présentés** par les **pays tiers** conformément à la directive 96/23/CE du Conseil.

Certaines substances et
leurs résidus dans les
animaux vivants, pays
tiers dont la Suisse

[J.O. de l'UE, L 72/30, 18.03.2005](#)

Règlement (CE) n° 425/2005 de la Commission du 15 mars 2005 modifiant le règlement n° 998/2003 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les **listes de pays et territoires**.

Mouvement d'animaux
de compagnie, liste des
pays dont la Suisse

[J.O. de l'UE, L 69/3, 16.03.2005](#)

Action commune 2005/190/PESC du Conseil du 7 mars 2005 relative à la **mission intégrée « Etat de droit »** de l'**Union européenne** pour l'**Iraq**, EUJUST LEX.

Mission « Etat de droit »,
Iraq

[J.O. de l'UE, L 62/37, 09.03.2005](#)

1.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Avis du Comité des régions sur la « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative à la présentation d'une proposition de directive et de deux propositions de recommandations visant à faciliter **l'admission des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique dans la Communauté européenne.**

L'admission des ressortissants de pays tiers, recherches scientifiques

[J.O. de l'UE, C 71/6, 22.03.2005](#)

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux **statistiques communautaires** sur la structure et **l'activité des filiales étrangères.**

Filiales étrangères y inclus la Suisse, statistiques communautaires

[COM\(2005\)88 final, 15.03.2005](#)

1.5 Jurisprudence

Arrêt C-377/02, Van Parys. Organisation commune des marchés – **Bananes – Gatt de 1994** – Articles I et XIII – Accord-cadre du 23 avril 1993 entre la CEE et le groupe de Carthagène – Effet direct – **Recommandations et décisions de l'organe de règlement des différends de l'OMC** – Effets juridiques.

Relations extérieures, Gatt

[Curia, affaire C-377/02, 01.03.2005](#)

2. Relations UE-Suisse

2.1 Accords internationaux

Communiqué de presse :
Premier accord des Bilatérales bis ratifié:
l'**Accord** sur les **produits agricoles transformés** entre définitivement en vigueur le **30 mars 2005**

UE-CH, accord ratifié, Produits agricoles transformés

[Bureau de l'intégration DFAE/DFE](#)

Décision n° 2/2005 du Comité mixte de l'agriculture institué par l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux **échanges de produits agricoles** du 1^{er} mars 2005 concernant les modifications des appendices de l'annexe 4.

UE-CH, échanges, produits agricoles

[J.O. de l'UE, L 78/50, 24.03.2005](#)

Décision n° 2/2004 du Comité des transports terrestres Communauté-Suisse du 22 juin 2004 **modifiant l'annexe 1 de l'accord** entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur le **transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route.**

UE-CH,
accord, transport de
marchandises et
voyageurs

[J.O. de l'UE, L 75/60, 22.03.2005](#)

2.2 Actes des comités mixte

2.3 Législation communautaire

Décision n° 1/2004 du Comité des transports terrestres Communauté-Suisse du 22 juin 2004 concernant le système de **redevances** sur les **véhicules** applicables en Suisse pour la période allant du 1^{er} janvier 2005 jusqu'à l'**ouverture** du **tunnel de base du Lötschberg** mais au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2008.

UE-CH,
redevances, véhicule,
tunnel du Lötschberg

[J.O. de l'UE, L 75/58, 22.03.2005](#)

2.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Proposition de décision du Conseil relative à la **position de la Communauté** à l'égard du projet de décision du Comité mixte institué par l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la **libre circulation des personnes.**

UE-CH,
Position de la
Communauté, libre
circulation des personnes

[COM\(2005\)93 final, 17.03.2005](#)

Communiqués de presse :
Progrès dans la réalisation des mesures d'accompagnement à la **libre circulation des personnes** entre la Suisse et l'UE.

UE-CH,
libre circulation des
personnes, mesures
d'accompagnement

[Bureau de l'intégration DFAE/DFE](#)

Contribution à la cohésion : **rencontre technique Suisse-UE.**

UE-CH,
rencontre technique
Suisse-UE

[Bureau de l'intégration DFAE/DFE](#)

2.5 Jurisprudence

3 Frontières extérieures, immigration, asile, sécurité et défense

3.1 Accords internationaux

3.2 Actes des comités mixtes

3.3 Législation communautaire

Décision 2005/221/PESC du Conseil du 14 mars 2005 mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de **mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités** dans le cadre de la **lutte contre le terrorisme** et abrogeant la décision 2004/306/CE.

Lutte contre le terrorisme, mesures restrictives

[J.O. de l'UE, L 69/64, 16.03.2005](#)

Position commune 2005/220/PESC du Conseil du 14 mars 2005 mettant à jour la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de **lutter contre le terrorisme** et abrogeant la position commune 2004/500/PESC.

Lutte contre le terrorisme

[J.O. de l'UE, L 69/59, 16.03.2005](#)

3.4 Actes préparatoires, rapports, appels

3.5 Jurisprudence

4. Coopération judiciaire en matière civile (Conventions Lugano/Bruxelles)

4.1 Accords internationaux

4.2 Actes des comités mixtes

4.3 Législation communautaire

Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de **reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires**.

Reconnaissance mutuelle, sanctions pécuniaires

[J.O. de l'UE, L 76/16, 22.03.2005](#)

4.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Livre vert. **Successions et testaments.**

[COM\(2005\)65 final, 01.03.2005](#)

Livre vert, successions et testaments, aspects internationaux

4.5 Jurisprudence

Arrêt C-281/02, Owusu. **Convention de Bruxelles – Champ d'application territorial de la convention de Bruxelles – Article 2 – Compétence – Accident survenu dans un État tiers – Préjudice corporel.**

[Curia, affaire C-281/02, 01.03.2005](#)

Convention, compétence judiciaire/ exécution des décisions

5. Coopération policière en matière pénale

5.1 Accords internationaux

5.2 Actes des comités mixtes

5.3 Législation communautaire

Décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative aux **attaques** visant les **systèmes d'information**.

[J.O. de l'UE, L 69/67, 16.03.2005](#)

Coopération autorités judiciaires, attaques contre la société de l'information

Décision-cadre 2005/212/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative à la **confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime**.

[J.O. de l'UE, L 68/49, 15.03.2005](#)

Confiscation des biens en rapport avec le crime

Décision 2005/211/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'attribution de certaines fonctions nouvelles au **Système d'information Schengen**, y compris dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

[J.O. de l'UE, L 68/44, 15.03.2005](#)

Système d'information Schengen

Décision du Conseil du 24 février 2005 modifiant la décision du 27 mars 2000 autorisant le **directeur d'Europol** à engager des **négociations** concernant des accords avec des États tiers et des instances non liées à l'Union européenne.

[J.O. de l'UE, L 56/14, 02.03.2005](#)

Négociation, États tiers, Directeur d'Europol

5.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Proposition de décision-cadre du Conseil relative à la prise en compte des **décisions de condamnation** entre les Etats membres de l'Union européenne à l'occasion d'une **nouvelle procédure pénale**.

Condamnation, nouvelle procédure pénale

[COM\(2005\)91 final, 17.03.2005](#)

5.5 Jurisprudence

Arrêt C-469/03. Miraglia. Article 54 de la convention d'application de l'**accord de Schengen – Principe non bis in idem** – Champ d'application – Décision des autorités judiciaires d'un État membre de **renoncer à la poursuite pénale** d'une personne en raison exclusivement de l'ouverture d'**une procédure analogue** dans un **autre État membre**.

Coopération policière et judiciaire en matière pénale

[Curia, affaire C-469/03, 10.03.2005](#)

6. **Marché intérieur (Libre circulation des marchandises/Union douanière/personnes/services/capitaux)**

6.1 Accords internationaux

6.2 Actes des comités mixtes

6.3 Législation communautaire

6.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le **code des douanes communautaire**.

Code des douanes communautaire

[COM\(2005\)66 final, 01.03.2005](#)

Position commune (CE) n° 10/2005 arrêtée par le Conseil le 21 décembre 2004 en vue de l'adoption de la directive 2005/.../CE du Parlement européen et du Conseil du...relative à la **reconnaissance des qualifications professionnelles**.

Droit d'exercer une profession, reconnaissance mutuelle des diplômes

[J.O. de l'UE, C 58 E/1, 08.03.2005](#)

6.5 Jurisprudence

Arrêt C-467/03, Ikegami Electronics (Europe). **Tarif douanier – positions tarifaires** – Classement tarifaire d'un appareil d'enregistrement digital – Classement dans la nomenclature combinée.

Union douanière.
Tarif douanier

[Curia, affaire C-467/03, 17.03.2005](#)

Arrêt C-170/03, Feron. **Franchises douanières** – Notions de « biens personnels » et de « possession » – Véhicule automobile mis à la disposition d'une personne par son employeur.

Union douanière.
Franchises douanières

[Curia, affaire C-170/03, 17.03.2005](#)

Arrêt C-499/03 P, Peter Biegi Nahrungsmittel et Commonfood. Pourvoi – **Tarif douanier commun – Recouvrement a posteriori de droits à l'importation** – Abandon des droits à recouvrer – Conditions – Erreur des autorités douanières – Erreur décelable – Nomenclature combinée.

Union douanière.
Tarif douanier

[Curia, affaire C-499/03 P, 03.03.2005](#)

Arrêt C-195/03, Papismedov et autres. **Code des douanes communautaire** – Présentation en **douane des marchandises** – Notion – Cigarettes déclarées sous la dénomination «ustensiles de cuisine» – Naissance d'une dette douanière à l'importation – **Débiteur de la dette douanière**.

Union douanière
Douane des
marchandises

[Curia, affaire C-195/03, 03.03.2005](#)

Arrêt C-39/04, Laboratoires Fournier. **Restrictions à la libre prestation des services** – **Législation fiscale – Impôt sur les sociétés** – Crédit d'impôt recherche.

Libre prestation des
services

[Curia, affaire C-39/04, 10.03.2005](#)

7. Concurrence, commerce, entreprises commerciales, banques

7.1 Accords internationaux

7.2 Actes des comités mixtes

7.3 Législation communautaire

7.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Communication de la Commission relative à une **procédure simplifiée** de traitement de **certaines opérations de concentration** en application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil.

Opérations de concentration, procédure simplifiée

[J.O. de l'UE, C 56/32, 05.03.2005](#)

Communication de la Commission relative aux **restrictions** directement liées et nécessaires à la **réalisation** des **opérations de concentration**.

Opérations de concentration, restrictions

[J.O. de l'UE, C 56/24, 05.03.2005](#)

Communication de la Commission sur le **renvoi des affaires** en **matière de concentrations**.

Concentrations, renvoi des affaires

[J.O. de l'UE, C 56/2, 05.03.2005](#)

Avis de la Commission conformément à l'article 251, paragraphe 2, troisième alinéa, point c), du traité CE, sur les amendements du Parlement européen à la position commune du Conseil concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux **pratiques commerciales déloyales** des **entreprises** vis-à-vis des **consommateurs** dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil, les directives 97/7/CE, 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil (« Directive sur les pratiques commerciales déloyales »).

Pratiques commerciales déloyales des entreprises envers des consommateurs

[COM\(2005\)96 final, 15.03.2005](#)

7.5 Jurisprudence

Arrêt T-177/00, Philips / Conseil de l'Union européenne.
Dumping – Non-adoption par le Conseil d'une proposition de règlement de la Commission instituant un **droit antidumping** définitif – Absence de majorité simple nécessaire à l'adoption du règlement – Obligation de motivation.

Politique commerciale,
 dumping

[Curia, affaire T-177/00, 17.03.2005](#)

Arrêt T-195/98, Ettlin Gesellschaft für Spinnerei und Weberei et autres / Conseil de l'Union européenne.
Dumping – Non-adoption par le Conseil d'une proposition de règlement de la Commission instituant un **droit antidumping** définitif – Absence de majorité simple nécessaire à l'adoption du règlement – Obligation de motivation.

Politique commerciale,
 dumping

[Curia, affaire T-195/98, 17.03.2005](#)

Arrêt T-192/98, Eurocoton / Conseil de l'Union européenne. **Dumping** – Non-adoption par le Conseil d'une proposition de règlement de la Commission instituant un **droit antidumping** définitif – Absence de majorité simple nécessaire à l'adoption du règlement – Obligation de motivation.

Politique commerciale,
 dumping

[Curia, affaire T-192/98, 17.03.2005](#)

Arrêt T-160/03, AFCon Management Consultants / Commission des Communautés européennes. **Programme Tacis – Appel d'offres – Irrégularités de la procédure d'adjudication** – Recours en indemnité.

Droit des entreprises

[Curia, affaire T-160/03, 17.03.2005](#)

Arrêt C-235/03, QDQ Media. Directive 2000/35/CE – Notion de **frais de recouvrement** – Frais d'avoué ou d'avocat dans une procédure en justice lorsque le recours à ces auxiliaires de justice n'est pas requis – Impossibilité d'inclusion dans les dépens sur le fondement du droit national – Impossibilité d'invoquer la directive à l'encontre d'un particulier.

Droit des entreprises

[Curia, affaire C-235/03, 10.03.2005](#)

Arrêt C-414/03, Commission des Communautés européennes / Allemagne. Manquement d'État – Article 8 de la directive 92/50/CEE – **Procédure de passation des marchés publics de services** – Enlèvement des ordures dans le Land de Basse-Saxe.

Droit des entreprises

[Curia, affaire C-414/03, 03.03.2005](#)

Affaires jointes C-21/03 et C-34/03, Fabricom. **Marchés publics** – Travaux, fournitures et services – **Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports** et des **télécommunications** – Interdiction de participer à une procédure ou de remettre une offre faite à une personne ayant contribué au développement des travaux, fournitures ou services concernés.

Droit des entreprises

[Curia, affaires C-21/03 et C-34/03, 03.03.2005](#)

7.6 Procédure de concurrence (uniquement sous le chapitre 7)

Notification préalable d'une **opération de concentration** (Affaire COMP/M.3755—Nordic Capital/Nycomed). Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée.

Notification, opération de concentration.
Nycomed contrôlée par le Groupe Credit Suisse (« CSG »).

[J.O. de l'UE, C 70/13, 22.03.2005](#)

Non-opposition à une **concentration notifiée**. (Affaire COMP/M.3564—CVC/ANI PRINTING INKS).

Non-opposition à la concentration, CVC, Suisse

[J.O. de l'UE, C 51/7, 01.03.2005](#)

8. Marchés publics

8.1 Accords internationaux

8.2 Actes des comités mixtes

8.3 Législation communautaire

8.4 Actes préparatoires, rapports, appels

8.5 Jurisprudence

9. Affaires financières et économiques, fiscalité

9.1 Accords internationaux

9.2 Actes des comités mixtes

9.3 Législation communautaire

Directive 2005/19/CE du Conseil du 17 février 2005 modifiant la directive 90/434/CEE concernant le **régime fiscal commun** applicable aux **fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés** d'Etats membres différents.

Régime fiscal, fusions, scissions, sociétés d'Etats membres

[J.O. de l'UE, L 58/19, 04.03.2005](#)

9.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Avis du Comité économique et social européen « **Pour une meilleure gouvernance économique** dans l'Union européenne ».

Gouvernance économique

[J.O. de l'UE, C 74/23, 23.03.2005](#)

Avis du Comité économique et social européen sur la « Proposition de directive du Conseil relative au **système commun de taxe sur la valeur ajoutée** (refonte) ».

Système commun, taxe sur la valeur ajoutée

[J.O. de l'UE, C 74/21, 23.03.2005](#)

Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne certaines mesures visant à simplifier la perception de la **taxe sur la valeur ajoutée** et à **lutter contre la fraude et l'évasion fiscales** et abrogeant certaines décisions accordant des dérogations.

Taxe sur la valeur ajoutée, lutte contre la fraude fiscale

[COM\(2005\)89 final, 16.03.2005](#)

Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil. **Stratégie politique annuelle** pour 2006.

Politique annuelle, prospérité, ressources financières

[COM\(2005\)73 final, 02.03.2005](#)

9.5 Jurisprudence

Arrêt C-491/03, Otter Hermann (faillite de Volkswirt Weinschänken). **Imposition indirecte** – Directive 92/12/CEE – Taxe communale sur la fourniture de boissons alcooliques en vue de leur consommation immédiate sur place.

Fiscalité

[Curia, affaire C-491/03, 10.03.2005](#)

Arrêt C-33/03, Commission des Communautés européennes / Royaume-Uni. Manquement d'État – **Articles 17 et 18 de la sixième directive TVA** – Réglementation nationale permettant à l'employeur de **déduire la TVA** sur des livraisons de carburant à ses salariés lorsqu'il leur rembourse le coût de celui-ci.

Fiscalité

[Curia, affaire C-33/03, 10.03.2005](#)

Arrêt C-22/03, Optiver et autres. Directive 69/335/CEE – **Impôts indirects** frappant les **rassemblements de capitaux** – Taxe sur les bénéfices bruts des établissements de valeurs mobilières.

Fiscalité

[Curia, affaire C-22/03, 10.03.2005](#)

Arrêt C-472/03, Arthur Anderson. **Sixième directive TVA** – Article 13, B, sous a) – **Exonération des prestations de services afférentes à des opérations d'assurance effectuées par les courtiers et intermédiaires d'assurance** – Assurance vie – Activités de « back office ».

Fiscalité, TVA

[Curia, affaire C-472/03, 03.03.2005](#)

Arrêt C-32/03, I/S FINI H / Skattenministeriet. **Sixième directive TVA** – Qualité d'assujetti – Droit à déduction – Liquidation – Lien direct et immédiat – Opérations inhérentes à l'ensemble de l'activité économique.

Fiscalité, TVA

[Curia, affaire C-32/03, 03.03.2005](#)

Arrêt C-428/02, Fonden Marselisborg Lystbådehavn.

Fiscalité, TVA

Sixième directive TVA – Article 13, B, sous b) –

Exonérations – Location de biens immeubles – Locations d'emplacement pour le stationnement des véhicules – Emplacements pour bateaux sur l'eau – Entreposage à terre de bateaux.

[Curia, affaire C-428/02, 03.03.2005](#)

10. Propriété industrielle et intellectuelle

10.1 Accords internationaux

10.2 Actes des comités mixtes

10.3 Législation communautaire

10.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Communication de la Commission au Parlement européen conformément à l'article 251, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE concernant la position commune arrêtée par le Conseil concernant la **brevetabilité des inventions** mises en **œuvre par ordinateur**.

Brevetabilité, inventions par ordinateur

[COM\(2005\)83 final, 09.03.2005](#)

10.5 Jurisprudence

Arrêt C-228/03, The Gillette Company et autres. Marques – **Limitation de la protection conférée par la marque** – Usage par un tiers de la marque lorsqu'elle est nécessaire pour **indiquer la destination d'un produit ou d'un service**.

Limitation, protection conférée par la marque

[Curia, affaire C-228/03, 17.03.2005](#)

Arrêt T-112/03, L'Oréal / Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI). **Marque communautaire** – **Procédure d'opposition** – Demande de marque verbale FLEXI AIR – Marque verbale antérieure FLEX – Motif relatif de refus – Risque de confusion – Demande de preuve de l'usage sérieux.

Propriété intellectuelle, marque communautaire

[Curia, affaire T-112/03, 16.03.2005](#)

Arrêt T-33/03, Osotspa / Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI). **Marque communautaire** – Marques antérieures figuratives nationale et communautaire SHARK – Demande de marque communautaire verbale Hai – Motif relatif de refus – Risque de confusion.

Propriété intellectuelle, marque communautaire

[Curia, affaire T-33/03, 09.03.2005](#)

Arrêt T-32/03, Leder & Schuh / Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI). **Marque communautaire** – Procédure d'opposition – **Marque nationale verbale antérieure** « Schuhpark » – Demande de marque communautaire verbale « JELLO SCHUHPARK » – Motif relatif de refus - Refus partiel d'enregistrement.

Propriété intellectuelle, marque communautaire

[Curia, affaire T-32/03, 08.03.2005](#)

Arrêt T-185/03, Fusco / Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI). (Cet arrêt n'est pas encore traduit dans toutes les langues communautaires). (**Community trade mark** – Opposition proceedings – Application for Community word mark ENZO FUSCO – Earlier Community word mark ANTONIO FUSCO – Likelihood of confusion – Similarity between signs – Article 8(1)(b) of Regulation (EC) No 40/94).

Propriété intellectuelle, marque communautaire

[Curia, affaire T-185/03, 01.03.2005](#)

Arrêt T-169/03, Sergio Rossi / Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI). (Cet arrêt n'est pas encore traduit dans toutes les langues communautaires). (**Community trade mark** – Opposition proceedings – National and international word marks MISS ROSSI – Application for a Community word mark SISSI ROSSI – Similarity of the goods – Similarity of the marks – Article 8(1)(b) of Regulation (EC) No 40/94).

Propriété intellectuelle, marque communautaire

[Curia, affaire T-169/03, 01.03.2005](#)

11. Droit des personnes, protection des données, consommateurs

11.1 Accords internationaux

11.2 Actes des comités mixtes

11.3 Législation communautaire

11.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un **Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes** (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).

Egalité hommes/femmes

[COM\(2005\)81 final, 08.03.2004](#)

Avis du contrôleur européen de la protection des données concernant la proposition de décision du Conseil relative à l'**échange d'informations extraites du casier judiciaire**.

Echange d'informations
extraites du casier
judiciaire

[J.O. de l'UE, C 58/3, 08.03.2005](#)

11.5 Jurisprudence

Arrêt C-336/03, Easy car. **Protection des consommateurs** en matière de **contrats à distance** – Directive 97/7/CE – Contrats de fourniture de services de transports – Notion – Contrats de location de voitures.

Protection des
consommaters

[Curia, affaire C-336/03, 10.03.2005](#)

12. Transports, télécommunications, recherche et technologie

12.1 Accords internationaux

12.2 Actes des comités mixtes

12.3 Législation communautaire

Directive 2005/21/CE de la Commission du 7 mars 2005 adaptant au progrès technique la directive 72/306/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre les **émissions de polluants** provenant des **moteurs diesel** destinés à la **propulsion des véhicules**.

Emissions de polluants,
moteurs diesel

[J.O. de l'UE, L 61/25, 08.03.2005](#)

Recommandation de la Commission du 11 mars 2005 concernant la **charte européenne du chercheur** et un **code de conduite** pour le **recrutement des chercheurs**.

Code de conduite, recrutement des chercheurs

[J.O. de l'UE, L 75/67, 22.03.2005](#)

12.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Position commune (CE) n° 12/2005 arrêtée par le Conseil le 9 décembre 2004 en vue de l'adoption du règlement (CE) n° .../2005 du Parlement européen et du Conseil du... relatif à **l'harmonisation de certaines dispositions** de la **législation sociale** dans le domaine des **transports par route** et modifiant les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil.

Législation sociale, transport routier

[J.O. de l'UE, C 63 E/11, 15.03.2005](#)

Position commune n° 11/2005 arrêtée par le Conseil le 9 décembre 2004 en vue de l'adoption de la directive 2005/.../CE du Parlement européen et du Conseil du... établissant les **conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre** des règlements (CEE) n° 3280/85 et (CEE) n° 3821/85 du Conseil concernant la **législation sociale** relative aux **activités de transport routier**.

Législation sociale, transport routier

[J.O. de l'UE, C 63 E/1, 15.03.2005](#)

Communication de la Commission. **Développer l'agenda** de la **politique extérieure** de l'**aviation** de la Communauté.

Transport aérien, politique extérieure

[COM\(2005\)79 final, 11.03.2005](#)

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen. **Initiative européenne** pour la **croissance**. Concept d'instrument de **garantie de prêt** européen pour les projets de RTE-T.

Réseaux transeuropéens, garantie de prêt

[COM\(2005\)76 final, 07.03.2005](#)

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen. **Initiative européenne** pour la **croissance**. Rapport de faisabilité sur un **instrument de garantie de prêt** UE pour des projets de RTE dans le **domaine des transports**.

Réseaux transeuropéens, garantie de prêt

[COM\(2005\)75 final, 07.03.2005](#)

Rapport de la Commission. Qualité de l'**essence** et du **gazole** utilisés pour le **transport routier** dans l'Union européenne. Deuxième rapport annuel.

Essence, gazole, transport routier

[COM\(2005\)69 final, 02.03.2005](#)

Mise en œuvre du programme d'**encouragement au développement**, à la **distribution** et à la **promotion des œuvres audiovisuelles européennes**.

Appel de proposition également ouvert aux sociétés établies en Suisse, œuvres audiovisuelles

[J.O. de l'UE, C 75/15, 24.03.2005](#)

Avis du Comité des régions sur la Communication de la Commission « **La science et la technologie**, clés de l'avenir de l'Europe – Orientations pour la politique de **soutien à la recherche** de l'Union ».

Politique de soutien à la recherche de l'UE

[J.O. de l'UE, C 71/22, 22.03.2005](#)

Décision de la Commission du 28 février 2005 établissant des **notes explicatives** destinées à compléter l'annexe II, partie B, de la directive 30/219/CEE du Conseil relative à l'utilisation confinée de **micro-organismes génétiquement modifiés**.

Micro-organismes génétiquement modifiés

[J.O. de l'UE, L 59/20, 05.03.2005](#)

12.5 Jurisprudence

Arrêt C-128/04, Raemdonck et Raemdonck-Janssens. **Transports par route** – Dispositions sociales – **Obligation d'installation et d'utilisation d'un tachygraphe** – Dérogation au profit des véhicules transportant du matériel et de l'équipement.

Transport routier

[Curia, affaire C-128/04, 17.03.2005](#)

Arrêt C-240/04, Commission des Communautés européennes / Belgique. Manquement d'Etat – **Réseaux et services de communications électroniques** – Non-transposition dans le délai prescrit.

Politique industrielle

[Curia, affaire C-240/04, 10.03.2005](#)

Arrêt C-236/04, Commission des Communautés européennes / Luxembourg. Manquement d'Etat – **Réseaux et services de communications électroniques** – Non-transposition dans le délai prescrit.

[Curia, affaire C-236/04, 10.03.2005](#)

13. Environnement et énergie

13.1 Accords internationaux

13.2 Actes des comités mixtes

13.2 Actes des comités mixtes

13.3 Législation communautaire

Décision de la Commission du 10 février 2005 fixant les modalités d'exécution de la décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un mécanisme pour **surveiller les émissions de gaz à effet de serre** dans la Communauté et mettre en œuvre le **protocole de Kyoto**.

Emission de gaz, Kyoto

[J.O. de l'UE, L 55/57, 01.03.2005](#)

Règlement (Euratom) n° 302/2005 de la Commission du 8 février 2005 relatif à l'application du **contrôle de sécurité d'Euratom**.

Sécurité d'Euratom

[J.O. de l'UE, L 54/1, 28.02.2005](#)

13.4 Actes préparatoires, rapports, appels

Rapport de la Commission au conseil et au parlement européens sur les **stratégies nationales de réduction des déchets biodégradables** mis en décharge conformément à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 31/1999/CE concernant la mise en **décharge des déchets**.

Environnement, déchets biodégradables

[COM\(2005\)105 final, 30.03.2005](#)

Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen. Rapport sur l'application de l'**article 37** du **Traité Euratom**, juillet 1994 à décembre 2003.

Traité Euratom, rejet d'effluents radioactifs, contamination radioactive, régions frontalières

[COM\(2005\)85 final, 14.03.2005](#)

Proposition de décision du Conseil modifiant la décision du 16 décembre 1980 instituant un comité consultatif du **programme fusion**.

Fusion par confinement magnétique, recherche nucléaire

[COM\(2005\)68 final, 02.03.2005](#)

13.5 Jurisprudence

Arrêt C-531/03, Commission des Communautés européennes / Allemagne. Manquement d'Etat – Directive 97/11/CE – **Evaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement** – Projets de construction de routes dans certains Länder.

Environnement

[Curia, affaire C-531/03, 10.03.2005](#)

Arrêt C-449/03, Commission des Communautés européennes / France. Manquement d'Etat – **Gestion des déchets** – Décharge de Saint-Laurent du Maroni – Directives 75/442/CEE et 91/156/CEE.

Déchets

[Curia, affaire C-449/03, 10.03.2005](#)